



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour les affaires régionales
et européennes**

ACCORD-CADRE

**Entretien écologique des espaces verts pour les services et les
établissements publics de l'Etat en région Grand Est**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

Le présent document est commun à tous les lots

2025_PFRAGE_ESPACES_VERTS

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Sommaire

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2	OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	3
2.1	Signallement	3
3	REUNION PREPARATOIRE ET GESTION DIFFERENCIEE DES ESPACES.....	4
3.1	Réunion préparatoire	4
3.2	Gestion différenciée des espaces	4
4	DISPOSITIONS COMMUNES A LA GESTION ÉCOLOGIQUE DES ESPACES.....	5
4.1	Produits	5
4.2	Gestion de l'eau	6
4.3	Gestion des déchets	7
4.4	Formation des équipes aux techniques de gestion écologique	8
4.5	Information et sensibilisation des usagers des espaces verts	8
5	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
6	DÉFINITION DES PRESTATIONS DE L'ACCORD CADRE	9
6.1	Entretien des pelouses	9
6.2	Fauche et débroussaillage	9
6.3	Entretien des haies, des arbustes, arbres d'ornement, buissons, plantes isolées, rosiers	10
6.4	Nettoyage des voies d'accès, des parkings, des circulations piétonnes, désherbage, balayage et ramassage des feuilles mortes	11
6.5	Entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs	13
6.6	Arrosage	13
6.7	Élagage des arbres, abattage, dessouchage, suppression des bambous et arrachage du lierre 14	
6.8	Mise à disposition d'une benne	15
6.9	Fourniture de végétaux	15
6.10	Prestation de remise en état du site	16
6.11	Prestations de salage, sablage, déneigement	16
6.12	Produits, matériaux, matériels et engins	17
7	DÉLAIS D'INTERVENTION DES PRESTATIONS.....	17
8	SUIVI DES PRESTATIONS.....	17
8.1	Planning d'intervention	17
8.2	Exécution des prestations	17
9	MESURES DE SÉCURITÉ.....	18
9.1	Plan de prévention	18
9.2	Équipements de sécurité	18

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'entretien écologique des espaces verts dans une approche de gestion différenciée des espaces, au profit des services de l'État et établissements publics en Région ayant adhéré au groupement de commandes constitué par l'État. Les sites rattachés à ces différents organismes sont listés en annexe 5 du CCAP. **Chaque service rejoint le présent accord-cadre à l'échéance de son contrat en cours.**

2 OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire s'engage à assurer les prestations d'entretien des espaces verts et des terrains au profit des services bénéficiaires avec les moyens nécessaires. Il a de ce fait une obligation de résultat. Le titulaire met en place une gestion différenciée selon les dispositions décrites à l'article 3 du présent CCTP.

Les prestations s'exécutent dans le respect des réglementations en vigueur et permettent la mise en œuvre des orientations des politiques publiques de l'Etat en matière environnementale et sociale, notamment :

- Loi biodiversité du 08/08/2016¹ ;
- Loi Labbé² du 06/02/2014 modifiée par l'article 68 de la loi LTECV du 17 août 2015³ et la loi Pothier du 20 mars 2017⁴ ;
- Plan national biodiversité du 4 juillet 2018⁵ ;
- Engagements de l'Etat pour des services publics écoresponsables, 25 février 2020⁶ et en particulier :
 - o la mesure n°9 : interdiction d'achat de plastique à usage unique ;
 - o la mesure n°18 : interdiction d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- Circulaire interministérielle n° CABINET/2019/25 du 4 février 2019 relative au déploiement du plan 10 000 entreprises pour l'inclusion et l'insertion professionnelle⁷ ;
- Pacte de croissance de l'économie sociale et solidaire, juillet 2019⁸ ;
- Pacte d'ambition pour l'insertion par l'activité économique, 2019⁹
- Loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes¹⁰ ;
- Politique publique de lutte contre le décrochage scolaire¹¹

2.1 Signalement

À l'occasion de ses interventions, le titulaire du marché est tenu de signaler aux gestionnaires de site les travaux qui, bien que n'étant pas prévus au marché, lui apparaissent nécessaires à la maintenance des équipements, des clôtures et des plantations ainsi qu'à la sécurité des usagers, en particulier les travaux sur les arbres présentant un danger.

Il doit aussi signaler dans les meilleurs délais toutes les anomalies qu'il découvre : dépérissement de végétaux, zones dégradées, invasion d'insectes, de rongeurs ou autres ravageurs.

2.1.1 Signalisation temporaire des chantiers

Le titulaire du marché prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes

¹Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages

²Loi n° 2014-110 du 06/02/2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national

³Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

⁴Loi n° 2017-348 du 20 mars 2017 relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle

⁵Plan biodiversité, Comité interministériel biodiversité – 4 juillet 2018

⁶[Circulaire n°6145/SG portant engagement de l'Etat pour des services publics écoresponsables](#)

⁷http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2019/02/cir_44352.pdf

⁸<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/VF%20-%20Pacte%20de%20croissance%20ESS%20-%202017.07.2019.pdf>

⁹https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/pacte_d_ambition_insertion_par_l_activite_economique.pdf

¹⁰[Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes](#)

¹¹<https://www.education.gouv.fr/la-lutte-contre-le-decrochage-scolaire-7214>

et des biens sur le site pendant son intervention. Il dispose de son propre matériel de signalisation.

2.1.2 Préservation des propriétés riveraines

Le titulaire prend toutes dispositions pour ne pas entrer dans les propriétés riveraines, sauf accord des intéressés. Les travaux sont exécutés de manière à ne pas causer de dommage aux propriétés riveraines ; dans le cas contraire, le titulaire supportera les frais occasionnés par leur réparation.

3 REUNION PREPARATOIRE ET GESTION DIFFERENCIEE DES ESPACES

3.1 Réunion préparatoire

La tenue d'une **réunion préparatoire** et de mise en place des prestations (avant le début d'exécution des prestations) est **obligatoire pour l'ensemble des sites**.

Cette réunion doit être planifiée, de manière conjointe, **au minimum dix (10) jours calendaires** avant le début d'exécution des prestations.

A cet effet, le titulaire est tenu de prendre contact avec le gestionnaire des sites du lot concerné pour une visite initiale.

Cette réunion préparatoire doit permettre de :

- Vérifier la conformité des données renseignées dans les fiches de recensement de besoins (DPGF), et le cas échéant, d'y apporter les modifications nécessaires ;
- Prendre connaissance du site et de ses éventuelles spécificités ;
- Préciser à l'entité bénéficiaire le planning prévisionnel annuel d'intervention ;
- Préciser l'identité des responsables de site.

A la suite de cette réunion préparatoire, le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les sites pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations récurrentes ou ponctuelles commandées par le service bénéficiaire.

3.2 Gestion différenciée des espaces

Sur les sites dont les espaces verts représentent de plus de 300 m², le titulaire propose par défaut un plan de gestion différenciée. Les contextes et les étapes de mises en œuvre sont rappelés à l'annexe 1 du présent CCTP. Dans le cas contraire, il doit le justifier auprès du service gestionnaire du site.

Le plan de gestion différenciée comporte :

- Un état des lieux initial :
 - Un inventaire des espaces présentant le type d'espace, leur localisation, leur superficie, la nature des sols, les espèces végétales et animales présentes et leur diversité biologique, les installations présentes (mobiliers, installations écologiques...) les tâches et la charge d'entretien actuelles (tonte, désherbage, taille, élagage, arrosage, ramassage des détritiques...), la fréquence et le matériel utilisé au moment de l'état des lieux initial. La présence d'espèces végétales et animales remarquables est notamment systématiquement identifiée et signalée ;
 - Une qualification de chaque espace selon sa qualité paysagère, sa valeur historique, culturelle et environnementale, ses fonctions et usages, sa fréquentation, les problématiques qui y sont liées (accessibilité, sécurité, vandalisme...);
 - La définition d'objectifs de gestion spécifiques à chaque espace, en accord avec le gestionnaire du site bénéficiaire. Ces objectifs concernent des enjeux écologiques, économiques, techniques, de sécurité, d'esthétisme etc....
- Une classification des espaces : sur la base de l'état des lieux initial, le titulaire propose un niveau de classification permettant de définir les catégories suivantes d'espaces :
 - Lieu de prestige ;
 - Entretien soutenu ;

- Aspect soigné ;
- Aspect rustique ;
- Aspect naturel ;
- Un plan de gestion technique qui définit, pour chaque catégorie d'espace :
 - La nature des prestations à effectuer (tonte, plantation, arrosage, fertilisation, désherbage alternatif...)
 - Le niveau de tolérance d'apparition spontanée d'espèces non plantées
 - Les techniques, matériels et produits utilisés pour chaque type de prestation
 - Le nombre et la catégorie des végétaux à tailler ou à élaguer
 - Le nombre d'interventions à prévoir et le planning prévisionnel annuel d'intervention
 - Les modalités de gestion des déchets organiques : valorisation sur site ou à proximité ou valorisation hors site

Le plan de gestion est construit par le titulaire, avec l'accord du service bénéficiaire. Il est signé par les deux parties en début de prestation et doit consigner les coordonnées des correspondants de site des deux parties.

Le service bénéficiaire commande tout ou partie des prestations préconisées dans l'état des lieux.

4 DISPOSITIONS COMMUNES A LA GESTION ÉCOLOGIQUE DES ESPACES

4.1 Produits

Les produits doivent être conformes à la législation en vigueur relative à la protection de l'environnement.

Toutes modifications des produits devront être signalées et recevoir l'agrément du responsable du site avant toute utilisation. Toute fiche technique devra être communiquée à l'administration, sur demande en cours de marché.

4.1.1 Interdictions portant sur l'utilisation de produits phytopharmaceutiques

Conformément à l'article L253-7 du Code rural et de la pêche maritime (modifié par la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national) et à la mesure n°18 de l'annexe à la circulaire n°6145/SG Engagements de l'Etat pour des services publics écoresponsables, il est interdit d'utiliser des produits phytopharmaceutiques mentionnés au premier alinéa de l'article L. 253-1 du Code rural et de la pêche maritime pour l'exécution des prestations d'entretien des espaces verts objets du présent accord-cadre. **Cette interdiction porte sur tous les espaces, qu'ils soient ou non ouverts au public.**

Les produits qui restent autorisés sont les produits de biocontrôle définis à l'article L.253-6 du code rural, lorsqu'ils sont homologués pour un usage dans les jardins, espaces végétalisés et infrastructures, ainsi que les produits autorisés en agriculture biologique et les produits à faible risque tels que définis ci-après.

- Produits de bio-contrôle

Les produits de bio-contrôle autorisés sont les produits inscrits sur la liste des produits phytopharmaceutiques de biocontrôle en vigueur, publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de l'agriculture :

<https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/recherche>

- Produits autorisés en agriculture biologique

La liste des substances actives autorisées en agriculture biologique est établie au niveau communautaire par l'annexe II du Règlement (CE) n°889/2008.

Les produits sont également listés dans le guide des produits de protection des cultures utilisables en agriculture biologique en France¹², édité par l'Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologique (ITAB) avec le soutien du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

- Produits à faible risque

Les produits à faible risque sont définis par le règlement 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques comme ne comportant pas de substances classées pour leur toxicité, ou persistantes, ou à forte bioconcentration, ou à effet perturbateur endocrinien.

La liste des substances et leur classement est disponible sur le site internet de la Commission européenne¹³

4.1.2 Exceptions aux interdictions portant sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques

Sur accord préalable avec les services bénéficiaires et gestionnaires de site, des exceptions à l'interdiction d'utilisation des produits susmentionnés peuvent être appliquées dans les situations suivantes :

- Traitements et mesures nécessaires à la destruction et à la prévention de la propagation des organismes nuisibles réglementés au sens de l'article L. 251-3 du code rural et de la pêche maritime, ordonnés en application du II de l'article L. 201-4 du même code ;
- Traitements par des produits phytopharmaceutiques qui, sur la base des résultats de la surveillance réalisée en application de l'article L. 251-1 du code rural et de la pêche maritime, s'avèrent nécessaires pour lutter contre un danger sanitaire grave menaçant la pérennité du patrimoine historique ou biologique et ne pouvant être maîtrisé par un autre moyen, y compris une méthode non chimique ;
- L'entretien des voiries dans les zones étroites ou difficiles d'accès, telles que les bretelles, échangeurs, terre-pleins centraux et ouvrages, dans la mesure où leur interdiction ne peut être envisagée pour des raisons de sécurité des personnels chargés de l'entretien et de l'exploitation ou des usagers de la route, ou entraîne des sujétions disproportionnées sur l'exploitation routière ;
- L'entretien des pistes du ministère des armées ou de l'aviation civile.

4.2 Gestion de l'eau

Pour les prestations nécessitant impérativement l'utilisation d'eau (arrosage, nettoyage...) :

- Chaque site met l'eau gratuitement à disposition du titulaire ;
- Ou, le titulaire la prend en charge pour les sites ne comportant pas de bouche d'arrosage.

Dans tous les cas, le titulaire prend toutes dispositions et précautions pour réduire au strict minimum la consommation et le gaspillage d'eau.

Maîtrise de la consommation d'eau :

- Adaptation du débit d'eau et arrêt de tout écoulement en cas de non utilisation ;
- Réflexion sur le besoin en nettoyage à l'eau (par exemple, pas de nettoyage des surfaces avant une opération d'entretien ou de plantation) ;
- Arrosage adaptée aux économies d'eau, selon les modalités définies à l'article 7-6 du présent CCTP.

Lutte contre le gaspillage : identification et déclaration des fuites auprès du gestionnaire de site.

¹² <http://itab.asso.fr/activites/guide-intrants.php>

¹³ <https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-database>

4.3 Gestion des déchets

4.3.1 Dispositions applicables à toutes les typologies de déchets

La gestion et le traitement des déchets est à la charge du titulaire.

Que les déchets soient générés par les prestations de gestion et d'entretien des espaces (emballages, déchets organiques etc.) ou qu'ils soient pris en charge dans le cadre d'une prestation de nettoyage du site, le titulaire met en œuvre des modes de prévention et de traitement des déchets selon la hiérarchie suivante, conformément à L541-1 du code de l'environnement :

- 1 Prévention de la production de déchets et réduction de leur nocivité, via notamment :
 - L'utilisation de produits et emballages réutilisables et composés de matières non dangereuses ;
 - Le réemploi des produits et des déchets générés par les prestations ;
- 2 Préparation en vue de la réutilisation ;
- 3 Recyclage ;
- 4 Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- 5 Élimination.

Le titulaire est tenu de présenter, sur simple demande de l'administration et sans délai, tout document permettant d'assurer la traçabilité des modes de traitement des déchets résultant de l'exécution des prestations d'entretien des espaces verts.

4.3.2 Interdiction d'utilisation de produits en plastique à usage unique

Il est fait interdiction au titulaire d'utiliser des produits en plastique à usage unique dans le cadre des prestations objet du présent accord-cadre. Pour substituer ces produits, le titulaire utilise des solutions durables, réutilisables et composées de matériaux facilement valorisables, conformément aux dispositions de l'article 7.12 du présent CCTP sur les caractéristiques des fournitures, matériels et engins.

4.3.3 Dispositions spécifiques aux déchets organiques

Les déchets de végétaux produits sur site font l'objet, en priorité :

1. D'une réutilisation sur site, avec l'accord du service bénéficiaire ;
2. D'une valorisation (compostage ou méthanisation) dans un centre de compostage ou dans un centre de traitement agréé.

Il est interdit de brûler les déchets sur les sites.

Le titulaire fournit un bilan annuel de la gestion des déchets organiques présentant :

- Les volumes de déchets produits et exportés
- La répartition des modes de traitement des déchets organiques :
 - Valorisation sur site, en accord avec le service bénéficiaire et selon les modalités définies dans le plan de gestion différenciée ;
 - Valorisation par compostage ou méthanisation ;
 - Autre valorisation, à préciser ;
 - Élimination des autres déchets valorisables.

4.3.4 Dispositions spécifiques aux déchets issus de l'utilisation de produits phyto-pharmaceutiques et autres produits d'entretien

Les dispositions suivantes concernent les déchets pollués par le contact avec des produits d'entretien chimiques tels que les produits phytopharmaceutiques, utilisés dans les conditions prévues par l'article 4-1 du présent CCTP

- Emballages vides de produits phytopharmaceutiques ;

- Emballages vides de produits fertilisants et amendements ;
- Emballages vides de semences ;
- Emballages vides de produits d'hygiène ;
- Équipements de protection individuelle.

L'ensemble de ces déchets sont immédiatement collectés, entreposés et traités par le titulaire, sans surcoût pour le service bénéficiaire et dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur concernant les déchets dangereux et les règles de gestion édictées par la filière A.D.I.VALOR.

Le titulaire transmet au service bénéficiaire les attestations de remise de déchets phytosanitaires permettant d'attester de l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur, dans une filière respectueuse de l'environnement.

4.4 Formation des équipes aux techniques de gestion écologique

La formation du personnel technique du titulaire affecté à la réalisation des prestations objet du marché couvre les thématiques de la gestion écologique des espaces, selon le plan de formation décrit par le titulaire dans son offre.

A minima, au moins une des personnes de l'équipe qui entretient le site a suivi une formation (stage, colloque, journée technique, etc.) dans les trois ans précédant l'exécution des prestations.

4.5 Information et sensibilisation des usagers des espaces verts

Si nécessaire et pertinent, le titulaire met en place des actions d'information des usagers des espaces et de sensibilisation à la protection de la biodiversité :

- Affichage de toute information utile à l'utilisateur : charte de services s'il y a lieu, règlement du site (concernant l'arrachage des végétaux, l'introduction et le nourrissage des animaux, etc.), téléphone d'urgence, etc ;
- Présentation, par toute voie adaptée (affichage, communication interne via le gestionnaire de site, animation etc...) de la richesse écologique du site (patrimoine, faune, flore et le mode de gestion qui leur est associé, notamment sans utilisation de produits phytosanitaires issus de la chimie de synthèse et dangereux pour l'environnement) et, si nécessaire, mise en place d'une signalétique bien intégrée à l'espace et répondant à des critères de qualité (matériaux nobles, dimension artistique, etc.) ;
- En période de chantier ou lors de modification de pratiques, information des usagers, par toute voie adaptée, des changements à venir ou en cours et de leurs raisons.

Toute autre mesure de sensibilisation des usagers à la protection de la biodiversité peut être mise en œuvre par le titulaire, en accord avec le gestionnaire de site, comme par exemple :

- Animations sur un ou plusieurs sites pour expliquer et valoriser la démarche (visites guidées, initiations à l'écologie, etc.) ;
- Mise en place de partenariats avec des associations locales (activités, événementiel, etc.) ;
- Investissement et participation des usagers à la planification, la gestion et au développement du site (réunions avec des usagers, participation à des opérations d'entretien des sites, réalisations de relevés faune-flore et de suivis naturalistes, végétalisation de murs, etc.).

5 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à proposer pour validation au correspondant de site, dans un délai de dix jours après sa visite sur site, un planning prévisionnel annuel d'intervention.

Ce planning pourra être modifié sur sollicitation du service, ou à l'initiative du prestataire en raison de contraintes météorologiques.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à prévenir le service de sa date définitive de passage au minimum 48 heures avant celui-ci.

En outre, le titulaire veille à respecter les conditions suivantes :

- Exécuter les prestations de manière à entraîner le moins de gêne possible pour les services bénéficiaires et pour les usagers, notamment vis-à-vis des émissions sonores des matériels utilisés ;
- Adapter le nombre ainsi que le gabarit des véhicules et des matériels en fonction des prestations à exécuter et des contraintes d'intervention du site ;
- Utiliser du matériel homologué, en bon état de fonctionnement et satisfaisant aux contrôles requis ;
- Faire réaliser les prestations par du personnel qualifié pour les prestations attendues ;
- Se conformer aux contraintes horaires et aux jours d'intervention prescrits par les services bénéficiaires dans les bons de commande ;
- Accompagner les services dans le choix de végétaux pour leur remplacement éventuel, dans le respect des dispositions décrites à l'article 7-9 du présent CCTP.

6 DÉFINITION DES PRESTATIONS DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre a pour but principal de favoriser un entretien écologique des espaces verts dans une approche de gestion différenciée des espaces conformément à l'article 3.2 du présent CCTP, en limitant le nombre des interventions, et en respectant les dispositions décrites au présent CCTP.

Le titulaire veille à respecter ces objectifs et à exercer ses prestations dans les règles de l'art.

Par ailleurs, cet accord-cadre a également pour objectif une rationalisation des coûts de gestion des espaces verts.

6.1 Entretien des pelouses

Les prestations de tonte comprennent :

- Un nettoyage préalable : ramassage des papiers et des déchets avec tri sélectif, pour éviter leur éparpillement ;
- Si cela s'avère nécessaire et selon les objectifs assignés par le plan de gestion différenciée des espaces, la scarification des zones où la mousse est développée et l'enlèvement des espèces non désirées, conformément à l'article 7-4-2 du présent CCTP ;
- Les finitions aux abords des massifs, des pieds d'arbres etc ;
- Hauteur de coupe : selon les conditions d'entretien définies pour chaque espace dans le plan de gestion différenciée et suivant les préconisations du correspondant de site ;
- Le traitement des déchets de tonte le jour même de la tonte ou du fauchage, dans le respect des exigences décrites au paragraphe 4-3 du présent CCTP et en accord avec le plan de gestion différenciée du site.

Les prestations sont réalisées dans des conditions qui permettent la sauvegarde de la biodiversité, de la flore et de la faune :

- Limitation de la tonte selon les besoins exprimés dans le plan de gestion différenciée ;
- Tonte de l'intérieur vers l'extérieur ;
- Éviter de tondre sur un sol détrempé ;
- Tonte différenciée, en évitant les espèces à conserver (espèces spontanées remarquables) ;
- Conservation d'îlots refuges pour la faune, chaque fois que possible.

Le résultat de tonte attendu est défini dans le plan de gestion différenciée, établi en début de prestation : hauteur de coupe, aspect esthétique (tolérance ou non d'irrégularités et de « trainées » de tonte etc...).

Tout amendement ou support de culture respecte les exigences décrites au paragraphe 7-4-4 du présent CCTP.

6.2 Fauche et débroussaillage

La fauche et le débroussaillage sont pratiqués en juin ou en septembre, de manière raisonnée, selon

les conditions définies dans le plan de gestion différenciée du site.

Ils respectent des conditions permettant de préserver la biodiversité, notamment :

- Fauche et débroussaillage différencié, en évitant les espèces à conserver (espèces spontanées remarquables) ;
- Fauche centrifuge, du centre vers les extérieurs de la zone à faucher ;
- Conservation d'îlots refuges pour la faune, chaque fois que possible.

La fauche tardive peut être prévue dans le cadre du plan de gestion différenciée. Le tarif relatif à cette fauche s'applique lorsque la végétation à faucher dépasse 1 mètre de hauteur.

Les déchets de fauche sont gérés conformément aux dispositions décrites à l'article 4.3 du présent CCTP.

6.3 Entretien des haies, des arbustes, arbres d'ornement, buissons, plantes isolées, rosiers

6.3.1 Entretien des massifs et buissons

La prestation comprend principalement :

- L'enlèvement des déchets de toute nature, autres que les déchets organiques et conformément aux dispositions décrites au paragraphe 4-3 du présent CCTP ;
- L'enlèvement des végétaux morts, si besoin et selon les conditions définies dans le plan de gestion différenciée, ou pour raisons sanitaires ou autres raisons ponctuelles justifiées par le gestionnaire du site bénéficiaire ;
- L'enlèvement des espèces non désirées, en particulier enlèvement systématique des espèces envahissantes telles que définies à l'article 7-4-3 du présent CCTP ;
- La taille des buissons suivant les exigences propres à chaque espèce et suivant leur localisation, de préférence en dehors de la période du 1er avril au 31 juillet pour respecter la nidification des oiseaux. La taille respecte le port naturel des buissons et est pratiquée de manière raisonnée, selon le juste besoin et les objectifs esthétiques définis dans le plan de gestion différenciée ;
- La découpe des bordures de gazon selon les délimitations définies dans le plan de gestion différenciée du site ;
- Le désherbage des massifs: le désherbage des massifs doit être réduit au strict minimum, dans les conditions définies au paragraphe 7-4-2 du présent CCTP, via l'application systématique de techniques de prévention d'apparition des espèces non désirées telles que la couverture des sols ;
- La couverture permanente des sols par des végétaux couvre-sol ou un paillage perméable permettant de prévenir l'apparition d'espèces spontanées et l'érosion des sols (sauf justification pour motif écologique, soumise à l'accord du gestionnaire du site bénéficiaire) ;
- Le travail du sol par binage et bêchage manuel, uniquement limité aux opérations le nécessitant (plantation).

Tout amendement ou support de culture est conforme aux exigences du paragraphe 7-4-4 du présent CCTP.

6.3.2 Prestations de taille

La taille s'effectue de manière raisonnée, selon les besoins et les périodicités définies dans le plan de gestion différenciée du site. La taille suit le port naturel des végétaux.

Pour l'entretien des jardins à la française, le titulaire privilégie la taille en petites surfaces tout en respectant la forme d'origine et en égalisant parfaitement.

Le matériel utilisé est adapté de manière à ne pas créer des blessures aux végétaux.

Les déchets de taille sont gérés le jour même, conformément à l'article 4-3 du présent CCTP et selon les modalités définies lors de l'état des lieux du site :

- Broyés et réutilisés sur le site comme paillage des massifs ou au pied des arbres (sauf en cas

de maladie) ;

- Exportés pour valorisation hors site, sous forme de compostage ou de méthanisation.

En cas de problème phytosanitaire nécessitant une intervention, des méthodes de lutte biologique sont à mettre en place. Plusieurs techniques peuvent être envisagées :

- Lutte mécanique : éliminer les parties des végétaux infestées par une opération de taille sanitaire ;
- Lutte physique : mettre en place une barrière physique entre le végétal et son bioagresseur (glu, filet, etc) ;
- Lutte biologique par conservation : il s'agit ici d'utiliser des auxiliaires de gestion (faune prédatrice et parasite des organismes nuisibles) en favorisant leur colonisation spontanée (présence de plantes-relais, hôtes pour la faune auxiliaire, installation de nichoirs (nichoirs à mésanges pour la processionnaire du pin, nichoirs à chrysopes pour les pucerons, etc.) et de gîtes à insectes) ;
- Lutte biologique par inondation : réaliser des lâchers d'auxiliaires si nécessaire.

Dans tous les cas, l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est limitée aux produits autorisés listés au paragraphe 4-1-1 du présent CCTP.

6-3-2-1 Entretien des haies

Tous les travaux de taille des haies sont réalisés de préférence à l'automne.

Les haies sont taillées sur leurs 3 ou 4 faces.

6-3-2-2 Entretien des arbustes et des arbres (à l'exception des arbres labellisés remarquables)

L'objectif de la taille des arbres et des arbustes est de contrôler le développement végétal et de préparer la floraison future.

Les tailles sont effectuées de préférence en dehors de la période du 1^{er} avril au 31 juillet, de novembre à mars (hors période de gel) ou après la floraison pour les arbustes et arbres à floraison hivernale ou printanière.

Cette prestation consiste principalement à enlever le bois mort, à couper les branches qui gênent la circulation piétonne et automobile. Le titulaire veille à ne pas créer des blessures aux végétaux, à respecter le port naturel de l'arbre ou de l'arbuste ainsi que ses ramifications. Il veille aussi à maintenir en bon état les accessoires de plantation comme les drains, les tuteurs, les colliers ...

6-3-2-3 Taille des rosiers

Les rosiers sont taillés deux fois dans l'année : une taille de propreté avant l'hiver et une taille de formation en mars, suivant les exigences de chaque variété et sauf préconisation du responsable du site bénéficiaire.

6.4 Nettoyage des voies d'accès, des parkings, des circulations piétonnes, désherbage, balayage et ramassage des feuilles mortes

Les voies et tous les types de béton, (allées, courettes, proches ou en présence de végétaux) devront être nettoyés uniquement avec 100% d'eau froide par le titulaire afin d'éviter la détérioration ou l'intoxication des végétaux. L'utilisation dans ce cas de produits de nettoyage industriel sont interdits.

Ces prestations sont réalisées selon la fréquence et selon les spécifications indiquées par chaque service bénéficiaire au moment de l'état des lieux.

6.4.1 Nettoyage des voies d'accès, des parkings, des circulations piétonnes et des gouttières, descentes d'eaux pluviales

La prestation peut être réalisée avec un nettoyeur à haute pression ou équivalent, selon la demande du service bénéficiaire.

La prestation comprend le nettoyage sur parties sablées, bitumées ou dallées (y compris dé-moussage des joints, désherbage en bordures et sur les voies de circulation lorsque le besoin est identifié en

début de prestation, dans le plan de gestion différenciée) et le nettoyage des gouttières, descentes d'eaux pluviales

La prestation comprend l'enlèvement de tous les déchets (mégots, papiers ...).

Dispositions spécifiques au désherbage des surfaces minéralisées et cheminements

Avant de procéder au désherbage des surfaces minéralisées et des voies d'accès, des mesures préventives spécifiques aux surfaces minéralisées sont mises en place, telles que la communication sur l'acceptation de la flore spontanée, le paillage ou l'enherbement (spontané ou planté) des cheminements et surfaces sablées, ou l'imperméabilisation si nécessaire.

6.4.2 Désherbage

Le désherbage est limité au strict minimum.

L'acceptation d'un haut niveau de tolérance de la présence de végétation spontanée sur l'espace considéré est systématiquement examinée. Ce niveau de tolérance est défini dans le plan de gestion établi en début de prestation au regard des objectifs d'aspect esthétique et de sécurité définis pour l'espace concerné.

Lorsque la maîtrise de la végétation spontanée est nécessaire, les techniques de prévention non polluantes sont prioritairement utilisées (par exemple : paillage des massifs, plantation d'espèces couvre-sol etc.).

Si nécessaire et seulement après mise en œuvre de ces techniques écologiques de prévention, un désherbage résiduel est effectué. Les techniques utilisées devront être les moins polluantes et les moins bruyantes, sans utilisation de produits phytopharmaceutiques conformément à l'article 4-1-1 du présent CCTP.

Des mesures de communication et de sensibilisation à la protection de la biodiversité peuvent être mises en œuvre en direction :

- Du propriétaire et/ou le gestionnaire du site administratif ;
- Des usagers des espaces verts.

6.4.3 Dispositions particulières s'appliquant aux espèces envahissantes

Conformément au règlement européen, les espèces envahissantes préoccupantes sont systématiquement éliminées.

Les espèces concernées sont celles ciblées par :

- La liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes de l'Union européenne ;
- Les listes des espèces exotiques envahissantes préoccupantes en France, pour chaque territoire concerné.

Les listes mises à jour sont accessibles sur le site internet du Centre de ressources sur les espèces exotiques envahissantes¹⁴.

6.4.4 Fertilisation et amendements : apports minéraux et organiques

La fourniture des matières organiques et minérales ainsi que des amendements et engrais de synthèse est à la charge du titulaire.

Les matières et produits utilisés respectent les caractéristiques suivantes.

L'épandage est réalisé en respectant les doses et les recommandations prescrites par les fabricants.

Apports organiques

L'apport de matière organique est prioritairement issu des déchets générés par les prestations exécutées sur le site (par exemple, déchets de tonte ou de fauche ou ramassage des feuilles mortes).

¹⁴<http://especes-exotiques-envahissantes.fr/base-documentaire/liste-despeces/#1540995648599-cf5e30c7-a7ea>

Un apport organique d'origine extérieure peut être effectué :

- S'il est impossible d'utiliser la matière organique naturelle directement issue des déchets produits par les prestations mises en œuvre sur le site ;
- Si après apport de matière organique naturelle directement issue de l'entretien du site un apport organique supplémentaire reste nécessaire afin de favoriser la croissance et la mise en fleur des végétaux.

Dans ces cas, l'apport organique privilégie l'utilisation de matière naturelle (paillage, compost, fumier). Si un apport en amendements et engrais organiques synthétiques reste nécessaire, les produits utilisés respectent les dispositions de l'article 4-1-1 du présent CCTP. Ces produits respectent les caractéristiques du référentiel Ecofert, ou d'un référentiel équivalent, dans les proportions déclarées par le titulaire dans son offre.

Apports d'éléments minéraux

Les apports d'éléments minéraux se feront uniquement sous la forme d'apports d'origine naturelle. Le gypse et le calcaire sont utilisés préférentiellement à la chaux, cendre, sable, etc.

6.4.5 Ramassage des feuilles

Le ramassage des feuilles mortes et des divers débris végétaux est effectué uniquement sur les espaces pour lesquels le besoin est identifié dans le plan de gestion différenciée du site, ainsi qu'à leurs abords, via des moyens mécaniques (ratissage).

Les feuilles mortes sont réutilisées sur site, conformément au paragraphe 4-3 du présent CCTP concernant la gestion des déchets verts sauf :

- En cas de maladie ;
- Dans le cas où le plan de gestion différenciée interdit l'utilisation de déchets verts directement sur le site pour des raisons esthétiques (lieux spécifiques nécessitant un aspect très soigné).
- Refus ponctuel du service bénéficiaire, justifié par des considérations de sécurité

Dans ces derniers cas, les feuilles mortes sont enlevées le jour même et valorisées.

Aucun dépôt de feuilles mortes ne peut être fait dans les allées.

Le dernier ramassage est effectué après la chute complète des feuilles et achevé avant la fin du mois de décembre.

Le matériel utilisé est adapté. Il est fourni par le titulaire. Les appareils soufflants sont à proscrire sauf conditions exceptionnelles sur demande ponctuelle et dûment justifiée auprès du service bénéficiaire.

6.5 Entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs

Le titulaire procède à l'entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs sur certains sites, selon les conditions exprimées par les services bénéficiaires dans le plan de gestion différenciée.

Le titulaire veille au bon état des végétaux.

Les déchets sont prioritairement réutilisés sur site ou, à défaut, font l'objet d'une valorisation, dans les conditions décrites au paragraphe 4-3 du présent CCTP (gestion des déchets verts).

6.6 Arrosage

Lors de ses interventions, le titulaire a la responsabilité d'arroser les végétaux selon les besoins identifiés dans le plan de gestion différencié et l'état de stress hydrique des végétaux.

Sans qu'il indique au service bénéficiaire les quantités d'eau utilisées, ni la fréquence nécessaire, l'état apparent de la vigueur des végétaux suffira à attester le service fait. À l'exception des installations fixes sur place, le titulaire fournit les petits matériels d'arrosage à partir d'un devis accepté par le responsable du site.

Les végétaux à arroser sont limités aux massifs floraux, à certaines strates herbacées en cas de stress hydrique, et aux arbres et arbustes récemment plantés. Le jaunissement estival des surfaces enherbées est toléré, sauf mention contraire dans le plan de gestion différenciée des espaces

(espaces spécifiques nécessitant un aspect visuel particulièrement soigné).

L'arrosage s'effectue de manière raisonnée et dans des conditions permettant les économies d'eau :

- Mise en place de méthodes préventives pour diminuer l'utilisation d'eau : paillage pour limiter l'évapotranspiration et plantes couvre-sols pour conserver l'humidité et retarder l'arrosage ;
- Regroupement des espèces en fonction de leurs besoins en eau pour éviter le gaspillage et recours privilégié aux espèces peu gourmandes en eau ;
- Utilisation de matériel d'arrosage adapté aux surfaces végétalisées (asperseurs, tuyères, goutte-à-goutte, turbines, etc.) ;
- Arrosage raisonné, respectant un plan d'arrosage défini en fonction des besoins des végétaux et dépendant de plusieurs facteurs : climat, météo (dont pluviométrie), nature des sols, besoins des végétaux ;
- Usage systématique et tant que possible (stocks, conditions sanitaires), d'eau issue de la récupération des eaux pluviales ou d'eau recyclée, avec signalisation claire des équipements automatiques n'utilisant pas d'eau potable ;
- Apports fractionnés en eau en remplacement d'un apport continu sur une durée prolongée ;
- Arrosage pendant les heures de moindre évaporation (première heure du matin et horaire nocturne) et en dehors des périodes de vent.

En conséquence et selon les sites, le titulaire doit :

- assurer des prestations d'arrosage manuel ;
- ou vérifier et entretenir l'arrosage automatique en place.

Du mois d'avril à fin octobre, le titulaire devra vérifier le bon état du système d'arrosage ou goutte à goutte (tuyaux, goutteurs, fixations des tuyaux au sol).

En avril, le titulaire remplacera impérativement la pile du programmateur chaque année et en assurera la mise en route.

Début novembre, il faudra mettre « hors gel » le réseau d'eau et arrêter le programmateur.

6.7 Élagage des arbres, abattage, dessouchage, suppression des bambous et arrachage du lierre

Le titulaire met tous les moyens en œuvre afin de réaliser ces prestations dans le délai fixé par le bon de commande : recours à du personnel qualifié pour ce type d'intervention, mise à disposition de tout le matériel nécessaire et déploiement des dispositifs de sécurité adéquats.

6.7.1 Élagage (à l'exception des arbres labellisés remarquables)

Les élagages sont adaptés en fonction de chaque espèce, selon les règles de l'art et respectent les principes de la taille douce, dont notamment :

- respect du port initial de l'arbre ;
- suppression entière des branches sans laisser de chicot et sans abîmer l'écorce de l'arbre ;
- enlèvement complet d'une branche ou d'un rameau ou conservation intégrale.

Le titulaire veille à ne pas procéder à des élagages aux périodes suivantes, sauf en cas d'urgence avérée :

- en période de gel ;
- au printemps, lors de la montée de la sève ;
- en été, lors des périodes de sécheresse ;
- en début d'automne (reconstitution par l'arbre de ses réserves).

Les déchets issus de l'élagage sont ramassés tous les jours. Ils sont traités conformément au paragraphe 4-3 du présent CCTP et prioritairement :

- Réutilisés sur site sous forme de bois mort afin de constituer un habitat pour la faune, sauf présence de maladies ou incompatibilité avec le plan de gestion différenciée (en cas de site spécifique nécessitant un aspect très soigné, étudier la possibilité de pratiquer la réutilisation sur site avec affichage valorisant la pratique de gestion écologique de l'espace) ;
- Broyés et utilisés en paillage sur place, sauf en cas de présence de maladie ;
- Évacués en centre de compostage.

6.7.2 Abattage, dessouchage d'arbres (à l'exception des arbres labellisés remarquables) et suppression des bambous

Le titulaire procède à l'arrachage et à la suppression et à l'évacuation des déchets, dans les conditions décrites à l'article 4-3 du présent CCTP (gestion des déchets organiques).

Les déchets d'abattage et de dessouchage sont prioritairement réutilisés sur site, le jour même :

- Directement sous forme de souches et de bois mort, afin de constituer des habitats pour la faune et développer la biodiversité du site, sauf en cas de présence de maladie ou si les conditions définies dans le plan de gestion différenciée ne le permettent pas (en cas de site spécifique nécessitant un aspect très soigné, étudier la possibilité de pratiquer la réutilisation sur site avec affichage valorisant la pratique de gestion écologique de l'espace) ;
- Après broyage, sous forme de paillage afin de prévenir l'apparition spontanée d'espèces non désirées ou d'animaux nuisibles.

A défaut de réutilisation sur site, les déchets sont évacués le jour même pour valorisation sous forme de compostage ou de méthanisation.

6.7.3 Arrachage du lierre sur les murs avec évacuation des déchets

Les murs d'enceinte, grillages, poteaux (extérieurs et intérieurs) ainsi que les murs de tous les bâtiments doivent être exempts de toutes végétations ; idem pour le périmètre extérieur des diverses enceintes, du pied de mur et/ou grillage à un mètre.

Les déchets organiques sont gérés conformément à l'article 4-3 du présent CCTP.

6.8 Mise à disposition d'une benne

A la demande du responsable de site, une benne pouvant accueillir les feuilles mortes doit être laissée à disposition sur le site et vidée régulièrement par le titulaire.

6.9 Fourniture de végétaux

La commande de végétaux est réalisée suite à la demande du service bénéficiaire sur la base d'un devis rédigé par le titulaire, en tenant compte de la remise consentie, comme précisé dans l'annexe 2 à l'AE.

Pour le choix des espèces, le titulaire respecte les critères suivants :

- Végétaux appropriés aux conditions du site (sols, climat, exposition, pression parasitaire, etc.) ;
- Végétaux peu sensibles aux maladies (notamment fongiques) et peu gourmands en eau. Pour une meilleure résistance sanitaire, les espèces plantées sur un même espace sont diversifiées afin de constituer une meilleure barrière aux maladies et invasions parasites ;
- Végétaux au mode de développement adapté aux contraintes du site (notamment au volume disponible pour les parties aériennes et les racines) ;
- Utiliser les espèces vivaces ou qui se ressèment spontanément ;
- Privilégier les espèces à intérêt écologique : plantes pollinifères et nectarifères, plantes hôtes, relais pour la faune auxiliaire, etc. ;
- Proscrire les espèces allergisantes.

Une liste des plantes attractives pour les abeilles est notamment publiée par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation :

<https://agriculture.gouv.fr/decouvrez-la-liste-des-plantes-attractives-pour-les-abeilles>

Des listes de plantes caractérisées selon leur caractère allergisant sont disponibles sur le site :

<https://www.vegetation-en-ville.org/>

Les arbres sont plantés de fin novembre à mars, hors période de gel. Ils sont protégés et paillés. Les tuteurs en ligne sont vérifiés régulièrement et remplacés si besoin. Quant aux liens, ils sont desserrés régulièrement pour ne pas abîmer le tronc de l'arbre. La fourniture d'arbre et d'arbustes comprend aussi, sauf refus du service bénéficiaire manifesté à la commande, d'un entretien particulier pendant les 3 ans suivants la plantation.

En ce qui concerne la fourniture de gazon, elle comprend un mélange d'espèces résistantes et demandant un entretien raisonné (ex : ray-grass, pâturin des prés, fétuque élevée). Des plantes couvre-sol peuvent compléter les zones sèches ou les zones ombragées (aux pieds des arbres).

6.9.1 Lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Les végétaux fournis dans le cadre des prestations objet du marché ne doivent pas être des espèces exotiques envahissantes préoccupantes telles que définies par le règlement européen n° 1143/2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Conformément au règlement européen n° 1143/2014 et à la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, il est donc fait interdiction au titulaire de planter sur les sites ou de fournir aux services bénéficiaires les espèces inscrites sur les listes suivantes :

- Liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union ;
- Liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour le territoire concerné par les prestations.

Par ailleurs, si une espèce présente sur l'une de ces listes est identifiée par le titulaire sur le site du bénéficiaire dans le cadre des prestations objet du présent marché, le titulaire en informe expressément le site bénéficiaire et prend les mesures nécessaires à l'élimination du végétal concerné.

Les listes des espèces exotiques envahissantes sont disponibles sur le site internet du Centre de ressources sur les espèces exotiques envahissantes :

<http://especes-exotiques-envahissantes.fr/base-documentaire/liste-despeces/>

6.9.2 Conditions de culture et de production des végétaux fournis

Les végétaux fournis dans le cadre des prestations sont cultivés et produits dans les conditions qui affectent le moins possible l'environnement et la santé des travailleurs et des populations.

A ces fins, les végétaux répondants aux exigences des référentiels « Plante Bleue », « Agriculture biologique » et « Label Rouge » ou de référentiels équivalents sont à privilégier chaque fois que l'offre est disponible.

La fourniture de végétaux écolabellisés ou de végétaux répondant à des caractéristiques équivalentes, représente un pourcentage précisé dans l'offre du titulaire.

6.10 Prestation de remise en état du site

Si les espaces verts du site n'ont pas été entretenus pendant une durée ininterrompue d'au moins 30 jours dans la période du 1er mars au 30 novembre de l'année en cours, le titulaire peut demander que soit effectuée une remise en état préalablement aux travaux d'entretien courant.

Si l'entretien a eu lieu dans un délai inférieur à 30 jours avant la visite initiale du titulaire, le titulaire ne peut pas exiger une remise en état ; la prestation est assimilée à l'entretien courant des espaces verts et aura lieu dans les mêmes conditions que celles définies dans le présent marché, sans que le titulaire puisse le refuser.

6.11 Prestations de salage, sablage, déneigement

La prestation, optionnelle, est exécutée selon les conditions météorologiques et la fréquence demandée par les sites.

Ces prestations concernent les accès aux bâtiments, parkings, trottoirs, escaliers ...

Elles doivent être traitées suivant la nature des matériaux qui constituent ces accès (enrobés, carrelage, béton, graviers ...).

La première demande de prestation fait objet d'un appel du service bénéficiaire au titulaire et de l'émission d'un bon de commande regroupant les prestations. Dès lors et au cas où les conditions

climatiques le nécessitent, le titulaire intervient directement sur les sites qui en ont besoin.

6.12 Produits, matériaux, matériels et engins

Les matériaux entrant dans la composition des fournitures et consommables sont de préférence d'origine naturelle non toxique et sont issus de filières de production responsables.

En particulier :

- Le bois entrant dans la composition des fournitures et consommables provient de l'exploitation de forêts gérées durablement. Les produits répondent obligatoirement aux exigences des certifications FSC, PEFC ou de référentiels équivalents ;
- L'utilisation de plastique est réduite au strict minimum : les alternatives au plastique sont systématiquement étudiées. Lorsque l'utilisation du plastique est nécessaire, elle est strictement limitée aux produits destinés à être utilisés durablement et/ou réemployés ; l'utilisation de produits en plastique à usage unique est strictement interdite. Par ailleurs, les produits composés de plastique recyclé sont à privilégier chaque fois que l'offre est disponible ;
- Les emballages utilisés dans le cadre des prestations sont limités au strict minimum (suremballage à proscrire). Ils sont composés de matière recyclable et recyclée.

Les matériels et engins utilisés par le titulaire sont inventoriés et caractérisés en début de prestation selon leur ancienneté, les sites concernés par leur utilisation et le type d'usage associé. Tout changement de matériel et engin fait l'objet d'une déclaration auprès du service bénéficiaire et d'une mise à jour de l'inventaire.

L'utilisation de matériels et engins à moteur thermique est réduite aux seuls cas pour lesquels aucune alternative (manuelle ou électrique) n'est adaptée. Les matériels les moins polluants et les moins bruyants sont à privilégier, dans le respect des engagements du titulaire pris dans son offre. Notamment, les huiles biodégradables sont à privilégier chaque fois que possible (chaînes de tronçonneuses, circuits hydrauliques des engins de chantier, etc.).

Les horaires d'utilisation des engins bruyants sont définis en accord avec le service bénéficiaire, dans le plan de gestion du site.

7 DÉLAIS D'INTERVENTION DES PRESTATIONS

Les prestations récurrentes sont exécutées conformément au planning prévisionnel annuel et au plan de gestion différenciée, définis conjointement entre le titulaire et le service bénéficiaire. Le prestataire doit prévenir le service de son passage au minimum 48 h à l'avance.

Les prestations occasionnelles et supplémentaires sont exécutées dans les délais prévus par le bon de commande émis à la survenance du besoin.

Les prestations urgentes : l'abattage ou l'élagage d'arbres mettant en péril la sécurité peuvent être commandées en urgence.

8 SUIVI DES PRESTATIONS

8.1 Planning d'intervention

Le titulaire s'engage à respecter le planning et les prestations définies lors de l'établissement de l'état des lieux permettant le recensement des besoins avec les sites concernés (article 3 du CCTP).

8.2 Exécution des prestations

Le titulaire respecte les horaires mentionnés par le service bénéficiaire lors de la visite ou les horaires qui lui sont communiqués par l'administration dans le bon de commande ou par tout autre moyen.

En l'absence de toute indication, le titulaire intervient du lundi au vendredi, entre 9 heures et 17 heures.

9 MESURES DE SÉCURITÉ

9.1 Plan de prévention

Un plan de prévention, dans le cadre du décret du 20 février 1992, doit être rédigé entre le titulaire et chaque service, avant toute intervention.

L'accès aux jardins privatifs est soumis obligatoirement à la validation des membres du corps préfectoral ou de tout autre autorité administrative locale. Il peut être demandé au titulaire d'arrêter son intervention si les salles de réception et de réunion sont occupées.

9.2 Équipements de sécurité

Pour chaque intervention, le titulaire doit obligatoirement fournir aux personnels intervenant sur les sites les équipements de sécurité nécessaires ainsi qu'une signalisation spécifique pour la protection des personnes au travail.

Le port des équipements de protections individuelles (EPI) est obligatoire pour tout le personnel circulant dans l'emprise du chantier.

Afin de prévenir tout risque d'incident, le titulaire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout accident, notamment ceux liés au trafic routier et/ou piéton (triangle de signalisation, gilet fluo ...) conformes à la réglementation en vigueur et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour gêner le moins possible les usagers et riverains.

Le titulaire a obligation de signaler à l'administration toutes les actions nécessaires pour le maintien en l'état des sites et leur visuel, ainsi que la mise en sécurité et sanitaire des zones arborées.

En outre, il prend toutes les mesures pour gêner le moins possible les usagers et les riverains, lors de chacune de ses interventions.